



Research Paper

Les capitaux illicites: Effets sur l'économie de la Côte d'Ivoire

Illicit Financial Flows: impact on Ivory Coast's economy

AGOTTIO Galet Ange Clovis

Doctorant en Economie du Développement

Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB), Abidjan-Cocody ;

UFR des Sciences Economiques et de Gestion (UFR SEG), Côte d'Ivoire

SUMMARY

This article has for objective of study the phenomenon of capital flight in Côte d'Ivoire. It is a question of put the accent on the scale of this scourge that constitutes one real threat for the stability economic and financial of country. We will mount the necessity of prevent or master this evil. However that must not remit in cause the process of growth economic committed by Côte d'Ivoire.

Keywords: *Capitals; flight*

RÉSUMÉ

Cet article a pour objectif d'étudier le phénomène de fuite de capitaux en Côte d'Ivoire. Il s'agit de mettre l'accent sur l'ampleur de ce fléau qui constitue une véritable menace pour la stabilité économique et financière du pays. Le but est de démontrer la nécessité d'empêcher ou de maîtriser ce mal; Cependant, cela ne doit pas remettre en cause le processus de croissance économique engagé par la Côte d'Ivoire.

Mots clés : *Capitaux ; fuite*

Received 05 June., 2025; Revised 14 June., 2025; Accepted 16 June., 2025 © The author(s) 2025.

Published with open access at www.questjournals.org

I. INTRODUCTION

L'expression fuite des capitaux fut appliqué plus abondamment aux sorties de capitaux des résidents des pays en développement à partir de la troisième crise mondiale de la dette des années 1980. Etant impossible de les quantifier, et déterminer leurs évolutions avec précision, ils contribuent à la diminution des ressources publiques servant au développement des états. Tous ces fonds peuvent être destinés soit à l'éducation, à l'emploi, à la sécurité ou à la santé de la population, par l'action des États de façon responsable en vue de financer leurs développements.

Le problème des flux illicites de capitaux est difficile à être cerné, à savoir leur provenance, leur destination, leur dimension, leurs acteurs et des dispositions mises en œuvre pour les combattre. Plusieurs économistes en ont fait cas car ils ont contribué aux différentes crises financières passées. Il en ressort que ces flux illicites ont des conséquences graves et qui durent dans le temps.

Les flux illicites sont des capitaux non comptabilisés qui proviennent de pots-de-vin, du produit du vol et de la corruption. Ils ont également pour source les activités criminelles à savoir : le trafic de drogues, le financement du terrorisme, la contrefaçon, le blanchiment d'argent, le racket, la contrebande, et l'évasion fiscale. Le trafic de drogues, le blanchiment d'argent, le racket, la contrefaçon, le financement du terrorisme, et la contrebande représentent environ 35% des flux financiers illicites dans le monde (CEA, 2014). Le blanchiment d'argent était évalué approximativement à 1 600 milliards de dollars, le marché de la contrefaçon à 250 milliards et le trafic de drogues à 320 milliards. 60% des flux financiers illicites proviennent du commerce entre les grandes entreprises internationales, du blanchiment sur les produits des échanges commerciaux, sur la fraude fiscale, sur l'évasion fiscale abusive à travers l'exonération d'impôts, des faveurs et les fausses facturations entre les entreprises.

Les 5% restant sont le fruit du vol, des pots-de-vin et de la corruption. En effet, la corruption conduit au trafic de drogues, à la fraude fiscale au blanchiment de l'argent sale et aux mauvaises facturations. Il ressort de différentes études que, les flux illicites sont une potentielle source de ressources intérieures que le continent Africain peut mobiliser.

L'analyse de la fuite illicite des capitaux en Côte d'Ivoire montre que ce phénomène a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie.

Ces flux ont connu une première évolution dès le lendemain de la dévaluation du franc CFA dans les années 1994 puis ont atteint un pic en 1998 avant la crise sociale politique de 2000.

Les sorties de capitaux illicites ont par la suite évolué en dents de scie pendant une décennie jusqu'en 2010 après la crise post-électorale de 2010 les flux ont recommencés à évoluer jusqu'à nos jours atteignant presque le milliard de dollar de franc CFA.

L'objectif est donc de trouver des moyens pour freiner ce manque à gagner afin de contribuer à financer le développement des pays d'Afrique subsaharienne. De ce fait, notre question d'étude est de savoir comment les flux de capitaux illicites influence-t-ils la croissance économique en Côte d'Ivoire ? Telle est la question à laquelle nous allons tenter de répondre au cours de notre analyse. Notre hypothèse générale sera basée sur le fait que :

H1 : les flux de capitaux illicites ont un impact négatif sur la croissance économique.

Nous tenterons d'expliquer que la fuite des capitaux occasionne l'endettement et l'aide publique au développement et montrerons que l'effet indirect de l'aide publique au développement et la dette publique occasionné par les flux illicites de capitaux ont un impact sur la croissance économique. Pour cela nous utiliserons une autre hypothèse à savoir:

H2 : la fuite illicite des capitaux pousse à recourir à l'endettement et l'aide publique au développement.

H3 : L'effet indirect de l'aide publique au développement et la dette publique occasionné par les flux illicites de capitaux ont un impact sur la croissance économique.

II. REVUE DE LA LITTÉRATURE

Comprendre les principaux facteurs qui régulent l'intensité des flux financiers illicites reste une phase cruciale pour les efforts visant à les arrêter. Cependant, la complexité de ce phénomène est intensifiée car des études ont montré que les pays structurellement endettés dans le monde sont ceux qui souffrent le plus des sorties illicites (Ndikumana et Boyne, 2001). Pire, consolider leurs indicateurs d'endettement en calculant la différence entre les emprunts extérieurs et les sorties de capitaux illicites révèle que ces pays sont des créanciers nets vis-à-vis du reste du monde.

Concernant la fuite des capitaux en général :

Ojo (1992), estime la fuite des capitaux avec un échantillon de 3 pays très endettés, comprenant un seul pays de la zone franche, à savoir la Côte d'Ivoire. Il révèle que, sur la période 1975-1991, le cumul de la fuite des capitaux de la Côte d'Ivoire est estimé à 10,9 milliards de \$.

Ajayi (1997) montre que, sur la période 1980-1991, l'abondance de la fuite des capitaux pour 18 pays à revenu faible et endettés dont la Côte d'Ivoire, Les résultats du ratio de la fuite de capitaux par rapport au PNB de la Côte d'Ivoire est de 39%.

L'étude menée par Murinde, Hermes et Lensink (2002) utilisant la méthode résiduelle, sur la fuite des capitaux basés sur un échantillon de certaines régions telles que l'Asie de l'Est, l'Asie du Sud, l'Amérique Latine et l'Afrique subsaharienne. La Côte d'Ivoire et le Cameroun, ont été inclus à l'échantillon. Les résultats ont dévoilé que la fuite des capitaux du Cameroun s'élevait à 480 millions de dollars sur la période de 1983 à 1989 et à 460 millions de dollars de 1990 à 1998, pendant que celle de la Côte d'Ivoire s'élevait à 296 millions de dollars sur la période de 1983 à 1989 période et de -346 millions de dollars sur la seconde période à savoir de 1990 à 1998.

Cette fuite des capitaux représentait, pour la Côte d'Ivoire, 3% du PIB sur la première période et représente -3,9% du PIB sur la seconde période. La croissance retardée et les déficits accentués de la balance des paiements, dans les pays en développement, sont attribués à l'évasion des capitaux Ajayi (1995). En effet, la grande ampleur de fuite des capitaux entrave la mobilisation des ressources domestiques utiles pour investir et contribuer ainsi à la croissance économique de l'Afrique (Fofack et Ndikumana, 2009 et 2010 ; le PNUD, 2011).

En outre, la théorie de la fuite des capitaux affirme que ce fléau est provoqué à la fois par des acteurs privés et des autorités publiques (Boyce et Ndikumana, 2003 et 2008 puis 2011), Ndiaye, (2009 et 2011). D'après ces auteurs, la fuite des capitaux est générée par les acteurs privés à cause de certaines failles telles que : les instabilités politique et des institutions, le faible développement des systèmes financiers, les incertitudes macroéconomiques, le fort taux de rendement des pays de l'étranger.

La fuite des capitaux peut être provoquée par certaines personnalités publiques à cause de la mauvaise gouvernance et des institutions non fiables (Ajayi, 1992 ; Awung, 1996. Pour ces auteurs, ces autorités publiques très corrompues de par leur position privilégiée saisissent l'occasion pour amasser des fortunes pour leur propre compte qu'ils placent dans des comptes à l'étranger (Boyce et Ndikumana, 2001). Ces ressources étant des ressources domestiques, leur fuite entrainera alors une baisse des ressources publiques conduisant alors à une baisse des investissements et donc une diminution de la croissance économique.

D'après Boyce et Ndikumana (2011), la Côte d'Ivoire occupe la troisième place dans le top dix des pays d'Afrique Subsaharienne qui ont des fuites de capitaux les plus élevées environ 45,4 milliards de dollars ou 194,1% du PIB suivie du Cameroun au rang de septième pays d'Afrique subsaharienne avec 24 milliards de dollars soit 102,8% du PIB ; ensuite le 8ème pays pour le Congo avec 23,9 milliards de dollars ou 223,4% du PIB.

Une grande partie de ces flux illicites qui quittent le pays en voie de développement reviennent sous formes d'investissements directs étrangers (IDE) ou d'investissement domestiques (ID).

III. MÉTHODOLOGIE

Pour estimer nos modèles linéaires, nous appliquerons la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) et celle des moindres carrés généralisés (MCG). Les paramètres obtenus à partir de ceux-ci ont des propriétés optimales et les principes qui les sous-tendent sont simples à comprendre.

Nos deux principaux modèles sont composés de huit variables dont une variable endogène ou variable à expliquer Flux illicites de Capitaux (FIC) qui est obtenu à partir de deux méthodes de calculs (La Méthode résiduelle de la Banque Mondiale et la méthode Résiduelle de Morgan Guaranty Trust Company (1986) et sept variables explicatives.

On aura donc deux modèles à estimer avec chacun une variable endogène différente à expliquer puis trois modèles contenant des variables croisées entre notre variable endogène et trois autres variables à savoir : La Dette publique, les Investissements directs étrangers, et l'Aide publique au développement) en vue d'observer leurs effets indirects sur la croissance.

Pour tester les coefficients issus de la méthode des moindres carrés généralisés, nous allons d'abord étudier la stationnarité des séries. A ce niveau, nous utilisons le test de Dickey-Fuller augmenté.

Si les séries sont stationnaires, on peut directement appliquer la méthode des moindres carrés généralisés ordinaires sans aucun souci pour l'application des tests classiques de significativité des coefficients. Cependant, si les séries ne sont pas stationnaires en niveau, nous recourrons à la théorie de la cointégration.

Cette théorie permettra en présence de non stationnarité et sous certaines hypothèses de pouvoir appliquer la MCG sans souci pour la validité des tests classiques de significativité. Cette étude nous permettra de savoir s'il existe une ou plusieurs relations de long terme entre les variables à étudier.

Selon le cas, on envisagera un modèle à correction d'erreurs (MCE). Les différents résultats d'estimation ne seront validés qu'après avoir testé l'hétéroscédasticité, la normalité et l'autocorrélation des erreurs et la stabilité des coefficients des erreurs.

3.1 Le modèle de référence

Notre relation entre les flux illicites de capitaux et la croissance économique est estimée à partir de la fonction suivante:

$$PIB = f(FCI, IDE, DETTE, APD, INV, CRED, OUVCOM, FBCF)$$

PIB : Produit Intérieur Brut

FCI : Flux de capitaux illicites

CRED : Crédit domestiques

OUVCOM : Ouverture commerciale

INV : Investissement domestique

IDE : Investissement direct étrangers

APD : Aide publique au développement

DETT : Dette publique

FBCF : Formation brut de capital fixe

Dans le cadre de notre étude, nous estimons les modèles linéaires identiques (1) et (2) suivants, inspirés de Milova (2014) auquel nous apportons l'une des variables des Flux illicites de capitaux obtenue par deux méthodes de calculs différentes (méthode résiduelle de la Banque Mondiale, et la méthode utilisée par la Morgan Guaranty Trust Company).

$$Pib = \alpha_0 + \alpha_1 fci + \alpha_2 ide + \alpha_3 apd + \alpha_4 dette + \alpha_5 inv + \alpha_6 cred + \alpha_7 fbcf + \mu \quad (1)$$

$$Pib = \alpha_0 + \alpha_1 fci_2 + \alpha_2 ide + \alpha_3 apd + \alpha_4 dette + \alpha_5 inv + \alpha_6 cred + \alpha_7 fbcf + \mu \quad (2)$$

Avec $\alpha_0, \alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \alpha_4, \alpha_5, \alpha_6$, paramètres à exprimer et μ le terme de l'erreur. Toutes les variables sont prises en logarithme.

3.2 Choix des variables et sources des données

Cette partie de la méthodologie fait appel à la collecte des données pour faire les tests économétriques du modèle. Les données collectées sont de sources secondaires. Elles couvrent la période 1978-2017 soit 40 observations. Toutes les variables ont pour source la base de données statistique de la BCEAO puis celle du WDI de la Banque mondiale. Par ailleurs la disponibilité de nos informations montre que le processus des flux illicites de capitaux existe il y a de cela plusieurs décennies. Nous utiliserons le logiciel « STATA » pour le traitement économétrique.

3.3. Statistiques et analyse des graphes des flux de capitaux illicites

L'analyse descriptive porte sur le tableau dans lequel sont synthétisés les résultats statistiques et sur les graphes des variables des flux de capitaux

3.3.1 Statistique descriptive des variables

Dans le tableau ci-dessous nous constatons que :

Sur la période d'étude qui va de 1978 à 2017, le produit intérieur brut par habitant atteint son maximum en 2017 avec 22150.8 Milliards de FCFA contre un minimum de 939.9 Milliards de FCFA en 1978. La moyenne du produit intérieur brut est de 7604.62 Milliards de FCFA.

Les investissements directs étrangers quant à eux sont d'une moyenne de 1.299696 en pourcentage du PIB. Le plus petit en pourcentage en fonction du PIB de l'investissement direct étranger est de -2.069713 obtenu en 1992 et le pourcentage le plus élevé de 3.542898 obtenu en 1997. S'agissant des valeurs ajoutées agricoles, elles ont atteint le montant le plus élevé en 1992 et était de 34.00969 Milliards de FCFA alors qu'elles étaient de 20.97863 Milliards de FCFA en 2013.

Pour l'ouverture commerciale du pays la plus faible était de 55.35 Milliards de FCFA en ceci en 1993, pour le montant le plus élevé il fut constaté en 2006 et était de 95.07 Milliards de FCFA.

Le taux de croissance de la population a connu son plus grand pourcentage en 1978 et était de 4.608 %. L'année 2004 a été l'année où nous constatons un plus faible taux de 2.107 % de croissance de la population.

Les investissements publics quant à eux sont d'une moyenne de 1996.841 Milliards de FCFA. Le plus petit montant des dits investissements est de 958.56 Milliards obtenu en 1978 et le montant le plus élevé de 3556.516 Milliards de FCFA obtenu en 2017.

L'aide public au développement atteint son maximum avec 21.13821 Milliards de FCFA en 1994 contre un minimum de 939.9 Milliards de FCFA en 1978.

La balance commerciale a atteint son excédent le plus élevé avec 16.49 Milliards de FCFA en 2016 contre un déficit de -7.11 Milliards de FCFA en 1981. La moyenne de cette balance commerciale est de 5.553 Milliards de FCFA.

Le taux d'inflation quant à lui a atteint son maximum en 1994 à hauteur de 26.08157 %. En 1990 il était à son seuil minimum et de -0.8058797 %. Sa moyenne sur cette période est donc de 4.999026 %.

Le crédit domestique a une moyenne de 25.30896 Milliards de FCFA. Il a atteint son maximum en 1983 avec un montant de 42.2638 Milliards de FCFA. Ce n'est qu'en 2005 qu'il atteint son niveau le plus minimum avec un montant de 12.4527 Milliards de FCFA.

S'agissant des ressources naturelles, elles ont atteint le pourcentage du PIB le plus élevé en 2011 et était de 9.47 % alors qu'elles avaient un taux minimal de 2.82 % en 2013. La moyenne est donc de 4.99625% du PIB.

Le solde épargne-investissement sur cette période a atteint son excédent de 1974.374 Milliards de FCFA en 2011. Le déficit le plus faible constaté a été atteint en 1978 et était de -387,6 Milliards de FCFA. Sa moyenne sur cette période est de 448.8921 milliards de FCFA.

Tableau 1 : Statistiques descriptives Période 1978-2017 (valeurs calculées en logarithme)

Variable	Obs	Mean	StdDev	Min	Max
pib	39	2.075762	4.295137	-10.9577	10.7065
fcil	39	9.09408	.3936137	8.08106	9.671142
fcil2	39	9.131461	.396086	7.749135	9.744936
fcil_ide	39	12.86948	9.033284	1.642474	49.17351
fcil_apd	39	38.92025	34.92312	4.773033	176.8498
fcil_dette	39	737.2927	462.848	110.5431	1537.478

fci2_ide		39	12.85921	8.914217	1.636878	48.74231
fci2_apd		39	39.19946	35.51366	4.784451	182.6465
fci2_dette		39	740.9486	468.077	110.7097	1587.872
ide		39	1.428869	1.056073	.1765514	6.026777

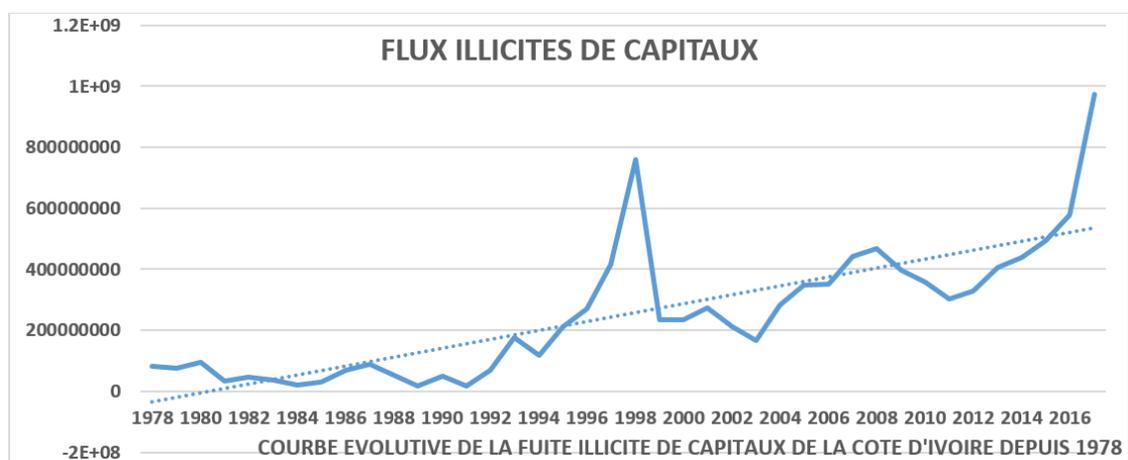
ouvcom		39	75.43872	11.05277	55.35	95.07
inv		39	3.282403	.1506552	2.987863	3.551025
apd		39	4.27647	3.811132	.534272	19.16989

dette		39	80.75153	50.19415	12.20344	166.6571
cred		39	24.96457	10.30623	12.4527	42.2638
fbcf		39	13.76277	5.230027	8.253466	27.10165

Source ; issues de nos calculs

3.3.2 Analyse des graphes de flux de capitaux illicite et d'aide publique au développement

Graphique 1 : l'évolution des flux illicites de capitaux

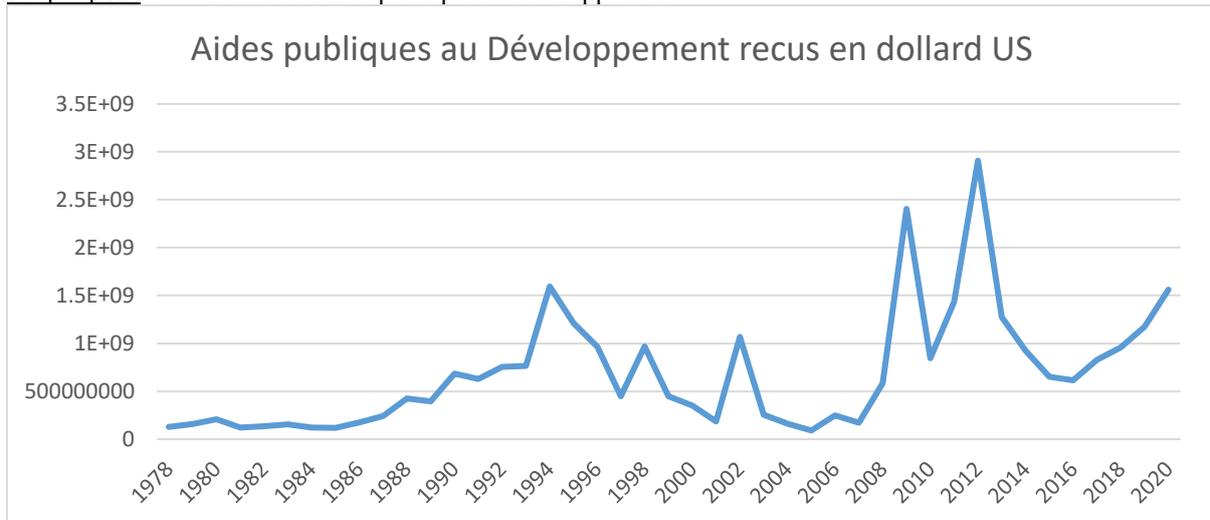


Source : Nos calculs ; par la méthode résiduelle de la Banque Mondiale.

L'observation et l'analyse de la fuite illicite des capitaux en Côte d'Ivoire dans le graphique ci-dessous montrent que ce phénomène existait bien avant l'année 1978, année de début de notre étude. Ce phénomène a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie. Ces flux ont connu une première évolution dès le lendemain de la dévaluation du franc CFA dans les années 1994 puis ont atteint un pic en 1998 avant les crises sociales politiques de 2000.

Les sorties de capitaux illicites ont par la suite évolué en dents de scie pendant une décennie jusqu'en 2010 après la crise post-électorale de 2010 les flux ont recommencés à évoluer jusqu'à nos jours atteignant presque le milliard de dollar de franc CFA. Ces flux massifs de capitaux ont occasionnés un goulot d'étranglement de notre économie à savoir l'endettement.

Graphique 1 : l'évolution de l'aide publique au développement



Source : Calculs de l'auteur à partir de la base de données statistiques de la BCEAO

Source : nos calculs (données issus de la base de la banque mondiale)

3.4 Tests préliminaires et résultats

Après avoir effectué l'analyse statistique, il est primordial de présenter les tests statistiques avant de procéder aux différents tests sur STATA. Ces tests permettront d'aboutir à l'estimation du modèle économétrique. Les résultats des différents tests mentionnés dans la sous-section précédente sont réalisés dans cette partie à l'aide du logiciel STATA.

Test de stationnarité

Cette étape consiste à tester la stationnarité des variables par les tests de Dickey-Fuller augmenté (ADF). Les tests de Dickey-Fuller permettent non seulement de détecter l'existence d'une tendance (tests de racine unitaire, Unit Root Test) mais aussi de déterminer la bonne manière de stationnariser une chronique. Pour qu'il y ait une décision il faudrait que la valeur calculée de la probabilité critique soit supérieur à 5%. Dans ce cas on dit que la série est stationnaire. Si les séries sont stationnaires, on peut directement appliquer la méthode des moindres carrés ordinaires sans aucun souci, dans le cas contraire, nous envisagerons l'étude de la cointégration des variables.

Dans le cadre de notre étude le constat général observé est que toutes nos variables sont stationnaires à niveau. L'observation du tableau 2 indique que les variables OUVCOM (ouverture commerciale), et CRED (Crédit domestique) sont toutes deux stationnaires à niveau et significatives au seuil de 10%. Quant au variables FIC_Dette (flux illicites de capitaux croisés à la dette) et INV (Investissements domestiques) elles sont stationnaires à niveau et significatives au seuil de 5%. Le reste des variables telles que PIB (Produit intérieur brut), FIC (Flux illicites de capitaux), FIC_Ide (flux illicites de capitaux croisés avec les investissements directs étrangers), FIC_apd (flux illicites de capitaux croisés avec l'aide publique au développement), FIC_dette (flux illicites de capitaux croisés avec la dette publique), Dette (la dette publique), FBCF (La formation brute de capital fixe) quant à elles sont stationnaires à niveau et significatives au seuil de 1%.

Les séries étant toutes stationnaires, on peut directement appliquer la méthode des moindres carrés ordinaires et généralisés sans aucun souci.

Tableau 2 : Les tests de racine unitaire (ADF) et Mackinnon

Variabes	P-value	Ordre d' intégration
pib	0.0001 ***	I(0)
	0.0002 ***	
	0.0015 ***	
fcil	0.0001 ***	I(0)
	0.0000 ***	
	0.0000 ***	
fcil2	0.0001 ***	I(0)

	0.0000 *** 0.0000 ***	
fcil_ide	0.2257 0.0076 *** 0.1039	I(0)
fcil_apd	0.0506 * 0.0007 *** 0.0089 ***	I(0)
fcil_dette	0.0158 ** 0.3157 0.8951	I(0)
fcil2_ide	0.2321 0.0080 *** 0.1088	I(0)
fcil2_apd	0.0426 ** 0.0006 *** 0.0072 ***	I(0)
fcil2_dette	0.0179 ** 0.2961 0.8839	I(0)
ouvcom	0.9125 0.0839 * 0.5786	I(0)
inv	0.0221 ** 0.1074 0.6461	I(0)
dette	0.0099 *** 0.3343 0.9047	I(0)
cred	0.9950 0.0689 * 0.5248	I(0)
fbcf	0.5618 0.0096 *** 0.1274	I(0)

p-values.* : significatif à 10%, ** significatif à 5%, *** : significatif à 1%.

Source : calculs de l'auteur

IV. Résultats, interprétations et portée en termes de politique économique

Dans cette section, il est question de présenter les résultats de l'estimation, de donner des interprétations et des recommandations à partir des résultats obtenus.

4.1 Résultats de l'estimation(MCO et MCG)

Tableau 3 : Présentation des résultats. Equations 1 et 2:

$$Pib = f(fcil, ide, apd, dette, inv, cred, fbcf) ; \quad Pib = f(fcil2, ide, apd, dette, inv, cred, fbcf)$$

Variables	MCO				MCG			
	Equation 1		Equation 2		Equation 1		Equation 2	
	Coefficient	p value.	Coefficient	p value.	Coefficient	p value	Coefficient	P value

pib		0.0088		0.0032		0.0086		0.0001
fci1	-1.864518	0.274			.0193411	0.991		
fci2			-3.478531*	0.058			-	0.003
inv	5.254966	0.215	9.20871**	0.044	1.164329	0.771	5.677719***	0.003
dette	-.0045126	0.851	-.0008186	0.972	-.0082715	0.730	.021021	0.300
ide	-.4431249	0.614	-.8036386	0.359	-1.710775	0.350	-1.372982**	0.047
apd	.2169463	0.303	.2899961	0.166	.1808121	0.405	.1633707	0.365
cred	-.1102279	0.485	-.0700999	0.642	-.237074	0.267	-.0786447	0.514
fbcf	.3368018*	0.056	.3896971**	0.025	.4542695**	0.024	.4568906***	0.005
R-squared			0.4639		0.4526		0.6022	
AdjustedRsquared	0.4217		0.3466		0.3204		0.5094	
	0.2952							

p-values.* : significatif à 10%, ** significatif à 5%, * : significatif à 1%.**

En ce qui concerne les résultats des régressions (MCO, MCG), pour la première équation correspondant au PIB, une variable sur huit est significative. Il s'agit de: la formation brute de capital fixe (fbcf). Les variables investissement directe étranger, crédit domestique, aide publique au développement, dette, investissement domestique, et flux illicites de capitaux ne sont pas significatifs.

Pour l'équation 2 selon les résultats des régressions (MCO, MCG), correspondant au PIB, trois variables sur huit sont significative pour les MCO et quatre pour les MCG. Il s'agit pour les MCO de: la formation brute de capital fixe, l'investissement domestique et les flux illicites de capitaux selon la méthode Morgan and Trust Company, et pour les MCG les variables significatives sont. la formation brute de capital fixe, l'investissement domestique et les flux illicites de capitaux et les investissements directs étrangers. Les variables dette, crédit domestique, aide publique au développement, et flux illicites de capitaux obtenus selon la méthode résiduelle ne sont pas significatifs.

4.2 Interprétations économiques

Les équations 1 et 2: $Pib = f(fci1, ide, apd, dette, inv, cred, fbcf)$
 $Pib = f(fci2, ide, apd, dette, inv, cred, fbcf)$

Effets des Flux illicites de capitaux (Calculés respectivement par la méthode Résiduelle de la Banque Mondiale et par la méthode Morgan and Trust Company) sur le PIB pour expliquer la croissance économique

❖ La première équation nous montre un effet négatif des flux illicites sur la croissance économique, mais cet effet n'est pas significatif. Elle expose en plus trois autres variables ayant un effet négatif sur la croissance économique en Côte d'Ivoire. Cependant, ces variables n'ont pas d'effet significatif sur la croissance. Néanmoins, l'effet négatif de ces variables s'explique tout simplement par le fait que ces variables qui sont le crédit domestique, la dette et les flux illicites de capitaux représentent des fonds qui soit : sortent illégalement de l'économie (Flux illicites), soit des fonds empruntés à l'extérieur (dette) pour financer les dépenses publiques de l'état.

Ces variables ont donc un effet négatif sur la croissance. Cependant, elles ne sont pas significatives. Seule une variable est déterminante dans l'explication de la croissance. Ainsi, le principal facteur générateur de la croissance économique Ivoirienne dans l'équation 1 (tableau 3) est la variable formation brute de capital fixe car elle a un signe positif et est significative. Par contre, le coefficient des flux illicites de capitaux est négatif et la variable n'est pas significative.

Comme explication, notons que la formation brute de capital fixe (FBCF) représente les deux tiers des investissements des entreprises locales. Ces vingt dernières années a vu s'améliorer les investissements grâce à

une politique d'investissement beaucoup plus favorable pour les entreprises. Cependant ces actifs sont des biens durables.

Le rôle des entreprises, et notamment des petites et moyennes entreprises (PME), dans la création d'emplois, de valeur ajoutée et dans la redistribution de la richesse n'est plus à démontrer. Dans les pays de l'OCDE, les PME représentent près de 99 % du nombre total d'entreprises et contribuent à près de 70 % des emplois et à 50-60 % de la valeur ajoutée. En Côte d'Ivoire, les PME ne contribuent quant à elles qu'à 20 % du PIB.

❖ La deuxième équation nous montre un effet négatif des flux illicites sur la croissance économique, et cet effet est significatif. Elle expose en plus deux autres variables ayant un effet négatif sur la croissance économique en Côte d'Ivoire. Parmi ces variables à effet négatif, une d'entre elles est significative, l'IDE.

Les IDE ont la capacité d'évincer l'investissement intérieur et créer alors des distorsions qui pourraient être préjudiciables au développement de l'économie hôte, Chase-Dunn (1975).

Une économie contrôlée par des étrangers ne peut pas se développer organiquement, mais plutôt croître de manière désarticulée, Amin (1974). Ceci pourrait conduire à une croissance stagnante dans les pays en développement (Beer, 1999; Kentor, 1998). La croissance lente ou stagnante est également renforcée par l'expatriation des profits par les investisseurs étrangers et le transfert de la demande à la communauté internationale plutôt qu'à l'économie locale (Kentor, 1998; Reis, 2001). En Côte d'Ivoire par exemple, le chiffre d'affaire des entreprises Française représente 30% du PIB selon le Gouverneur de la BCEAO, Tiemoko Meyliet.

La France est le premier partenaire privilégié de la Côte d'Ivoire. La France compte 600 entreprises présentes sur le sol ivoirien. Ainsi, tandis que le pays a un large éventail d'objectifs économiques et sociaux, les investisseurs étrangers sont généralement intéressés par un nombre limité d'objectifs privés (Chudnovsky et Lopez, 1999).

V. Conclusion Et Recommandations

Notre analyse a porté sur l'impact des flux illicites de capitaux sur la croissance économique en Côte d'Ivoire. Nous montrons, à partir d'un modèle économétrique représentant un système d'équations linéaires que les flux illicites de capitaux ont un effet négatif sur la croissance économique de la Côte d'Ivoire sur la période 1978-2017.

Les données de notre étude sont issues de la BCEAO Côte d'Ivoire, de l'institut national de statistique de Côte d'Ivoire (INS), du fond monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

Flux illicites de capitaux (FIC) et Croissance

Afin d'analyser le lien entre les flux illicites de capitaux et la Croissance, on se base sur les résultats de régression du tableau 3 correspondant à la deuxième équation de notre modèle dans lequel les flux illicites de capitaux sont calculés avec la méthode Morgan and Trust Company.

Revenant à l'analyse des résultats de la deuxième équation (Tableau 3), les résultats montrent que la variable Flux illicites de capitaux (FIC) a un signe négatif et significatif sur la croissance économique ce qui nous permet la validation de notre première hypothèse :

H1 : *les flux de capitaux illicites ont un impact négatif sur la croissance économique de la Côte d'Ivoire.*

Nous retenons que le phénomène des flux illicites de capitaux ne pourra être réduit qu'à travers des actes combinés à l'échelle mondiale, raison pour laquelle la communauté internationale a réagi par de nombreuses dispositions telles que la mise en place de règles et de recommandations et la coopération internationale en vue de traiter plusieurs aspects des flux financiers illicites tels que, le financement du terrorisme, les manipulations de prix dans le commerce, la transparence en matière d'ayants droit économiques, la corruption et le détournement de fonds puis l'aide au développement.

Nous avons dans nos recherches trouvé que les Flux illicites de capitaux peuvent être liées à des activités illicites ou criminelles risquées, telles que le trafic de drogue, les minerais de conflit et la traite des êtres humains. Ces flux illicites sont nuisibles pour les pays fragiles parce qu'ils affaiblissent les institutions publiques des états concernés. Combattre les trafics illicites dans tous les états est considéré comme une lutte.

En Côte d'Ivoire, la tâche est encore plus difficile; elle est encore compliquée par le fait que ces économies fournissent souvent des moyens de subsistance de base aux populations vivant dans les zones touchées. Les réseaux criminels qui opèrent en Afrique de l'Ouest sont susceptibles de se déplacer de manière agile entre les marchés et les produits avec une impunité relative, engendrant des intérêts qui leur permettront de perpétuer les conditions dont ils ont besoin pour prospérer: les fonctionnaires corrompus achètent la légitimité et le soutien des communautés locales.

Aux plus hauts sommets, ceux qui sont engagés dans les économies criminelles sont libres de transformer leurs flux illicites de capitaux en pouvoir politique ou en influence économique et aux niveaux

inférieurs, la corruption sert de moyen de subsistance c'est pourquoi le versement d'un pot-de-vin est perçu comme un droit de fonction dans un système où les salaires de la fonction publique sont bas et souvent irréguliers.

La gouvernance et la politique s'investissent par moment dans la protection des flux illicites de capitaux. Il s'agit d'un système alternatif qui réduit les perspectives de développement et les chances de vie des plus pauvres et des plus vulnérables de la société (Burgis, 2015).

Nous avons également trouvé aussi que le faible niveau d'inclusion financière de la Côte d'Ivoire est un facteur central permettant aux économies criminelles et aux FIC de prospérer. L'accès au système bancaire formel est hors de portée de la grande majorité des gens ordinaires. Les principaux moyens d'échange de fonds et de transactions internationales, les opérateurs de transfert d'argent (OTA), sont d'un coût prohibitif. Cela a créé un paradigme dans lequel la majorité des transactions financières de nos jours sont effectuées en espèces et le système de transfert mobile money est privilégié pour les paiements à locaux ou même transfrontaliers.

En conséquence, des volumes importants de transactions sont hors de la portée des régulateurs gouvernementaux qui eux se contentent de récupérer les taxes relatives à ces transferts et ne peuvent être mesurés aux fins du commerce international.

Les conséquences d'une telle activité économique en dehors du système formel sont multiples. Premièrement, l'omniprésence des systèmes informels de transfert d'argent augmente les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Elle entrave également les avantages importants découlant de l'accès aux produits bancaires et d'épargne. Tandis que les estimations communes des Flux illicites de capitaux (FIC) ont joué un rôle important pour attirer l'attention sur la question, l'idée selon laquelle les FIC peuvent être évalués à distance grâce à de simples calculs utilisant des statistiques officielles issues de data bases mondiales est trop indifférente.

Les calculs ont tendance à reposer plus fortement sur des hypothèses que sur des analyses empiriques, et les estimations qui en résultent ne sont guère plus qu'indicatives des ordres de grandeur. Ils n'éclairent ni les mesures politiques spécifiques ni les progrès réalisés dans le temps. L'incertitude de mesure et la difficulté à évaluer les FIC ne devraient pas empêcher les gouvernements de prendre des mesures pour combler cet écart, mais le fait que les pays agissent ne devrait pas être une raison d'ignorer les problèmes de définition et de mesure.

L'hypothèse H1 est conditionnée par la présence de nos deux autres hypothèses H2 et H3.

Nous avons tenté d'expliquer que la fuite des capitaux occasionne l'endettement et l'aide publique au développement et montrer que l'effet indirect de l'aide publique au développement et la dette publique occasionné par les flux illicites de capitaux ont un impact sur la croissance économique. Nous avons utilisé deux autres hypothèses à savoir:

H2 : la fuite illicite des capitaux occasionne l'endettement et l'aide publique au développement.

L'observation et l'analyse de la fuite illicite des capitaux en Côte d'Ivoire montrent que ce phénomène existait bien avant l'année 1978, année de début de notre étude. Ce phénomène a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie. Ces flux ont connu une première évolution dès le lendemain de la dévaluation du franc CFA dans les années 1994 puis ont atteint un pic en 1998 avant les crises sociales politiques de 2000.

Les sorties de capitaux illicites ont par la suite évolué en dents de scie pendant une décennie jusqu'en 2010 après la crise post-électorale de 2010 les flux ont recommencés à évoluer jusqu'à nos jours atteignant presque le milliard de dollar de franc CFA. Ces flux massifs de capitaux ont occasionnés un goulot d'étranglement de notre économie à savoir l'endettement.

L'état ivoirien, durant plusieurs décennies, ne pouvant maîtriser et contrôler les sorties (licites et illicites) de capitaux a dû bénéficier de plusieurs programmes d'aides de la part de ces différents partenaires économiques, des institutions de Bretton Woods, et ces partenaires économiques en plus de l'endettement auquel il fait face. Le pays a surtout beaucoup plus bénéficié d'aides financières durant les moments de crise économiques et politico-militaires. Tout d'abord, pendant la crise économique des années 90. Le volume de l'aide a atteint les 796 milliard de FCFA en 1994, puis a chuté après la dévaluation du franc CFA.

Pendant la crise politico-militaire de 2000 l'état a aussi bénéficié d'aides économiques et ces aides ont atteint les 500 milliard de FCFA en 2002. Ces montants ont continué d'augmenter jusqu'à atteindre le point le plus culminant dans l'histoire du pays. Ainsi le pays a bénéficié de la part de ces partenaires un montant d'aides estimé à presque 1500 milliard de FCFA en 2012.

Notre hypothèse 2 est vérifiée car si la Côte d'Ivoire avait une possibilité de maîtriser parfaitement la sortie des capitaux illicites le pays serait suffisamment doté de ressources financières lui permettant de faire partir des pays développés et très riches de ce 21^{ème} siècle.

Nous avons par la suite trouvé qu'à travers les effets croisés des flux illicites de capitaux avec l'aide publique au développement et la dette publique que cela produisait un effet positif sur la croissance de la Côte d'Ivoire.

Comme explication plausible à ces effets, nous pouvons dire que les flux illicites de capitaux représentent des sorties de capitaux et ces sorties provoquent des entrées de capitaux à travers la dette et les aides publiques dont se sert l'état pour palier à son déficit budgétaire. Ce qui signifie que l'argent sorti illégalement est remplacé dans l'immédiat provoquant presque « l'effet du tout ou rien ». C'est ce qui explique les signes positifs de nos variables croisées ayant des effets significatifs. Notre hypothèse H3 : L'effet indirect de l'aide publique au développement et la dette publique occasionnée par les flux illicites de capitaux ont un impact sur la croissance économique est donc vérifiée.

Bien que les mesures mondiales et nationales de lutte contre les FCI soient diverses et avancées par de nombreuses organisations, elles ont surtout été développées dans le cadre des quarante recommandations du Groupe d'action financière (GAFI). Les gouvernements ont délégué le pouvoir normatif au GAFI, et presque tous les pays du monde ont accepté, en principe, de se conformer aux normes du GAFI, soit parce que les pays sont membres du GAFI, soit parce qu'ils appartiennent à l'une des neuf organisations satellites régionales du GAFI. Il est peu probable que l'évaluation des FCI définies au sens macroéconomique de l'agrégation des mouvements transfrontaliers illégaux d'argent (en supposant que les graves problèmes de mesure puissent être résolus) ne produise pas de conclusions valables pour éclairer des recommandations politiques spécifiques. Au lieu de cela, les universitaires et les décideurs devraient donner la priorité à des évaluations plus rigoureuses de programmes spécifiques appliqués à des flux illicites plus restreints.

VI. Recommandations

Compte tenu des liens importants entre les FCI et une multitude de problèmes de sécurité nationale, le gouvernement ivoirien devrait prendre des mesures pour atténuer ces menaces. Fermer les échappatoires ivoiriennes en matière de blanchiment d'argent.

- L'état ivoirien devrait suivre les traces de l'Union européenne qui sévit contre le blanchiment d'argent en mettant en place des registres publics des bénéficiaires effectifs des sociétés et des fiducies, et suivre aussi l'exemple du Royaume-Uni qui impose des règles similaires sur ses territoires d'outre-mer en adoptant une législation sur la propriété effective. L'état devrait mettre en place des projets de loi bipartites qui obligent les entreprises à divulguer leur (s) propriétaire (s) bénéficiaire (s) lors de leur constitution et à tenir ces registres à jour.

- L'état doit assurer des niveaux élevés de vigilance judiciaire. Le Trésor ivoirien devrait veiller à ce que les conseillers en investissement, les sociétés de portefeuille bancaires, les courtiers en valeurs mobilières, les avocats, les comptables et les prestataires de services de fiducie et de société se conforment aux normes de lutte contre le blanchiment d'argent et à la diligence raisonnable auxquelles les banques sont tenues.

Encourager, élaborer et appliquer des normes volontaires pour l'intégrité du secteur de la sécurité, en particulier dans les marchés publics. Ces normes doivent engager ceux qui les appliquent à maintenir le degré maximum d'ouverture et de contrôle de la part des parlements, des médias et des citoyens. L'état doit également prendre des mesures très efficaces afin de décourager la corruption en sensibiliser l'opinion publique et promouvoir des comportements bienséants à l'éthique.

L'état doit s'assurer que les fonctionnaires chargés de la prévention, chargés des enquêtes, chargés des poursuites et de la sanction aux infractions de corruption puissent bénéficier d'indépendance et d'autonomie utiles à leurs fonctions. Ces personnes doivent être libres de toute influence

Protéger les personnes qui aident l'état à lutter contre la corruption et sauvegarder le secret de l'instruction. Il doit aussi prendre des mesures adéquates pour saisir les produits de la corruption. L'état doit s'assurer que la loi fiscale et les autorités en charge de sa mise en œuvre contribuent à la lutte contre la corruption, en n'accordant pas, en droit, la déductibilité fiscale de commissions occultes ou des autres frais liés aux infractions de corruption.

Favoriser la création de codes de conduite, précisant le comportement attendu des fonctionnaires publics. Faire des audits sur les activités des administrations publiques et du secteur public. Adopter des procédures relatives aux marchés publics d'une transparence adéquate pour favoriser une concurrence loyale afin de décourager les corrupteurs.

Payer des salaires adéquats de la police est une condition préalable, tout comme l'inclusion de paramètres de prestation de services dans les évaluations du rendement de la police.

L'état doit renforcer la participation de la Côte d'Ivoire à la réforme de la fiscalité internationale puis réviser les conventions fiscales, augmenter les droits d'imposition et éviter de signer des conventions fiscales qui limitent les droits d'imposition.

En raison du manque à gagner, dont bénéficient les paradis fiscaux et les pays pratiquant le secret bancaire, la Côte d'Ivoire devrait être parmi les premiers à inciter fortement les paradis fiscaux à signer des conventions.

BIBLIOGRAPHIQUES

- [1]. Abdih Yasser, Chami Ralph, Dagher Jihad et Montiel Peter, 2012, « Remittances and institutions: Are remittances a curse? », *World Development*, vol. 40, n°4, p. 657–666.
- [2]. Acosta Pablo A., Lartey Emmanuel KK et Mandelman Federico S., 2009, « Remittances and the Dutch disease », *Journal of international economics*, vol. 79, n°1, p. 102–116.
- [3]. Adams Dale W. et FitchettDelbert A., 1994, *Finance informelle dans les pays en développement*, Lyon, Pr. Univ. de Lyon.
- [4]. Adams Jr Richard H. et Page John, 2005, « Do international migration and remittances reduce poverty in developing countries? », *World development*, vol. 33, n°10, p. 1645–1669.
- [5]. Addison Tony, Roe Alan et Smith Matthew, 2006, *Fiscal policy for poverty reduction, reconstruction, and growth*, Working Paper, World Institute for Development Economic Research (UNU-WIDER).
- [6]. AdenutsiDeodat E. et Ahortor Christian RK, 2010, « International Remittances-The Panacea for Underdevelopment? A Comparative Panel Data Analysis of Sub-Saharan Africa and Latin America. », *Journal of Applied Sciences*, vol. 10, n°4.
- [7]. Aggarwal Reena, Demirgüç-KuntAslietPeria Maria Soledad Martínez, 2011, « Do remittances promote financial development? », *Journal of Development Economics*, vol. 96, n°2, p. 255–264.
- [8]. Aglietta Michel, 2012, *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob.
- [9]. Aglietta Michel et Orlean André, 2002, « Réflexions sur la nature de la monnaie », *La lettre de la régulation*, vol. , n°41, p. 1–4.
- [10]. Arestis Philip, 1996, « Post-Keynesian Economics: Towards Coherence », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 20, n°1, p. 111-35.
- [11]. Arestis Philip et Caner Asena, 2009, « Financial liberalization and the geography of poverty », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, vol. 2, n°2, p. 229–244.
- [12]. Aryeetey Ernest, 2004, *A development-focused allocation of the special drawing rights*, Working Paper, WIDER World Institute for Development Economics (UNU-WIDER).
- [13]. Backhouse Roger E., 2004, « A Suggestion for Clarifying the Study of Dissent in Economics », *Journal of the History of Economic Thought*, vol. 26, n°2, p. 261-271.
- [14]. Banerjee Anindya, Dolado Juan and Mestre Ricardo, 1998, « Error-correction mechanism tests for cointegration in a single-equation framework », *Journal of time series analysis*, vol. 19, n°3, p. 267–283.
- [15]. Banque de France, 2011, *La mobilisation fiscale dans les pays de la zone franc: principaux enseignements sur longue période*, Document de travail, Paris, Banque de France.
- [16]. Bateman Milford et Chang Ha-Joon, 2012, « Microfinance and the Illusion of Development: From Hubris to Nemesis in Thirty Years », *World Economic Review*, vol. 2012, n°1.
- [17]. Beck Thorsten, Levine Ross et Loayza Norman, 2000, « Finance and the sources of growth », *Journal of Financial Economics*, vol. 58, n°1–2, p. 261-300.
- [18]. Bekaert Geert, Harvey Campbell R. et Lundblad Christian, 2005, « Does financial liberalization spur growth? », *Journal of financial Economics*, vol. 77, n°1, p. 3–55.
- [19]. Bresser-Pereira Luiz Carlos, 2009, *Mondialisation et compétition : pourquoi certains pays émergents réussissent et que d'autres non*, Paris, la Découverte.
- [20]. Cameron Rondo E., 1967, *Banking in the early stages of industrialization: a study in comparative economic history*, New York (NY), Oxford University Press New York.
- [21]. Cedrini Mario, 2008, « Consensus versus freedom or consensus upon freedom? from Washington disorder to the rediscovery of Keynes », *Journal of Post Keynesian Economics*, vol. 30, n°4, p. 499-522.
- [22]. Chami Ralph, Hakura Dalia S. et Montiel Peter J., 2012, « Do Worker Remittances Reduce Output Volatility in Developing Countries? », *Journal of globalization and Development*, vol. 3, n°1.
- [23]. Chang Ha-Joon, 2002, *kicking away the ladder: development strategy in historical perspective*, Londres, Anthem.